

Numéro dans le SI local :	
Référence GESUP :	
Corps à l'issue de la titularisation :	Professeur des universités
Article :	CPJ
Chaire :	Non
Section 1 :	01-Droit privé et sciences criminelles
Section 2 :	02-Droit public
Section 3 :	04-Science politique
Intitulé du contrat et du poste à pourvoir :	Chaire de professeur junior Droit de la securite alimentaire. Construire un droit de l'ajustement des ressources naturelles et des besoins fondamentaux des populations.
Nature et objet de l'appel à projet de recherche et d'enseignement :	Droit de la sécurité alimentaire. Construire un droit de l'ajustement des ressources naturelles et des besoins fondamentaux des populations.
Nature et objet de l'appel à projet de recherche et d'enseignement (version anglaise) :	Food security law. Building a law of adjustment of natural resources and basic needs of populations
Research fields EURAXESS :	Juridical sciences Agrarian law Juridical sciences European law Juridical sciences Environmental law Political sciences Public policy
Montant du financement associé :	200 000 euros
Durée prévisible du projet :	5 ans
Implantation du poste :	0640251A - UNIVERSITE DE PAU
Localisation :	Bayonne
Code postal de la localisation :	64100
Etat du poste :	Vacant
Adresse d'envoi du dossier :	AUCUN DOSSIER PAPIER 64012 - PAU CEDEX
Contact administratif :	CAMDESSUS MELANIE
N° de téléphone :	RESPONSABLE PERSONNELS ENSEIGNANTS
N° de Fax :	05 59 40 70 45 05 59 40 70 42
Email :	05 59 40 70 12 melanie.camdessus@univ-pau.fr
Date de saisie :	13/04/2022
Date de dernière mise à jour :	14/04/2022
Date d'ouverture des candidatures :	19/04/2022
Date de fermeture des candidatures :	19/05/2022, 16 heures 00, heure de Paris
Date de prise de fonction :	01/09/2022
Date de publication :	19/04/2022
Publication autorisée :	OUI
Mots-clés :	politiques publiques ; droit de l'environnement ; droit de l'union européenne ;
Profil enseignement : Composante ou UFR : Référence UFR :	College EEI
Profil recherche : Laboratoire 1 :	EA3004 (199914321A) - CENTRE DE DOCUMENTATION ET DE RECHERCHES EUROPEENNES
Application Galaxie	OUI
Informations complémentaires :	Seuls seront convoqués à l'audition, les candidats préalablement sélectionnés sur dossier par la commission

Poste ouvert également aux personnes 'Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi' mentionnées à l'article 27 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (situations de

handicap).

Le poste sur lequel vous candidatez est susceptible d'être situé dans une "zone à régime restrictif" au sens de l'article R.413-5-1 du code pénal. Si tel est le cas, votre nomination et/ou votre affectation ne pourront intervenir qu'après autorisation d'accès délivrée par le chef d'établissement, conformément aux dispositions de l'article 20-4 du décret n°84-431 du 6 juin 1984.

Le profil détaillé se trouve en pages suivantes

Informations complémentaires

Nom du projet : « *Sécurité alimentaire : construire un Droit de l'Ajustement des Ressources naturelles et des Besoins fondamentaux des populations* ».

Durée du contrat de chaire : 5 ans.

Date de prise de fonction : 1^{er} septembre 2022

Enseignement :

- Département d'enseignement : Droit (Collège *Études européennes et internationales*)
- Lieu(x) d'exercice : Bayonne
- Équipe pédagogique : Département Droit
- Nom directeur département : Philippe Zavoli, Lisa Dumoulin.
- Tel directeur dépt. : 05 59 57 41 09
- Email directeur dépt. : philippe.zavoli@univ-pau.fr
- URL dépt. : <https://college-2ei.univ-pau.fr/fr/index.html>
- **Descriptif enseignement :** Le/la candidat(e) recruté(e) pourra intervenir, dans le cadre des formations actuellement prévues dans la maquette des enseignements de Licence Droit et Master « Études européennes et internationales ». Les enseignements dont il/elle sera chargé(e) *dépendront de sa section disciplinaire d'origine*. Par exemple, enseignement en droit de l'Union européenne, droit des affaires. Il/elle aura une charge d'enseignement de 64 heures /an (cours/travaux dirigés/séminaires). Une fois les projets de création de formations en droit de la sécurité alimentaire accomplis, le/la titulaire de la Chaire sera prioritairement affecté aux enseignements liés à ces formations.

Recherche :

Lieu(x) d'exercice : Centre de Documentation et de Recherches Européennes (CDRE), Bayonne
 Nom directeur labo : Mme Géraldine Bachoué-Pedrouzo
 Tel directeur labo : 05 59 57 41 10
 Email directeur labo : geraldine.bachoue@univ-pau.fr
 URL labo : <https://cdre.eu>

Descriptif labo : Le CDRE est un laboratoire spécialisé en matière européenne qui s'attache à l'étude des phénomènes liés à l'intégration européenne, principalement sous l'angle juridique mais sans négliger pour autant les approches politiques, sociales et économiques. A ce titre, il participe à plusieurs réseaux de recherche dont le réseau « Europe, Droit et Action Publique » (EDAP), porteur du projet de Centre d'excellence Jean Monnet d'Aquitaine (CEJMA), ou encore le Réseau universitaire européen « Droit de l'Espace de liberté, sécurité et justice ». La démarche scientifique est double : mener une recherche « généraliste » en matière européenne tout en conduisant une recherche spécialisée de haut niveau sur des objets de recherche particuliers dans lesquels ses membres exercent des compétences reconnues. Le

CDRE a ainsi réorganisé son projet de recherche en 2020 autour de quatre thématiques complémentaires. Devenue centrale, la thématique « *Droit(s) et sécurité* » se décline vers la sécurité des personnes, la sécurité numérique, la sécurité défense et la sécurité alimentaire. Dans ce contexte, le CDRE a accueilli un projet de recherche sur la sécurité alimentaire porté par l'un de ses membres et dont le déploiement nécessite de nouveaux recrutements d'enseignants-chercheurs. Ce projet répond à une problématique majeure de notre époque : la gestion des ressources naturelles ajustées aux besoins fondamentaux des populations et des entreprises, à partir de la question spécifique des ressources agricoles et des denrées alimentaires.

Fiche HCERES labo : <https://www.hceres.fr/fr/rechercher-une-publication/cdre-centre-de-documentation-et-de-recherches-europeennes-0>

Descriptif projet : Le chemin que nous empruntons est celui de la « sécurité alimentaire » dont le concept est caché derrière celui de « sécurité » que les juristes connaissent bien, mais sans l'habitude de l'utiliser au service de la recherche d'une alimentation satisfaisante pour tous. Si l'Europe s'intéresse à l'agriculture (PAC) et à l'alimentation (envisagée sous le seul angle de la sécurité sanitaire), la sécurité alimentaire au sens que lui donne l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) intéresse assez peu les juristes européens. L'alimentation est surtout présente dans l'enseignement supérieur pour les aspects scientifiques, les technologies alimentaires, la santé et la nutrition. L'objectif de ce projet est de se saisir du concept de sécurité alimentaire pour lui donner une portée juridique. La sécurité alimentaire peut être perçue comme l'expression concrète du droit fondamental à l'alimentation consacré par de nombreux textes, nationaux et internationaux. Mais elle n'est pas en elle-même l'objet d'un droit *sui generis*. Elle se présente au mieux comme le creuset vers lequel convergent des règles éparses venant de multiples champs du droit renfermant chacun une logique propre. Or, ces logiques contraires affectent l'effectivité du droit à l'alimentation, comme en témoignent les chiffres de la malnutrition partout dans le monde. La voie proposée pour remédier à cet écueil réside dans la recherche des outils, tant juridiques que ceux issus des sciences de la nature, permettant de corréliser Besoins vitaux (sécurité alimentaire) / Biens naturels (gestion des ressources naturelles) / Droits humains (droit à l'alimentation).

Description activités complémentaires : Dans le cadre du plan de développement de ses campus de la Côte Basque (IREKIA), l'UPPA porte le projet de création de formations dans le domaine de la sécurité alimentaire : un projet de Diplôme Universitaire qui s'adressera aux chargés de missions « agriculture et alimentation » des collectivités locales (par ex., mise en place de "Projets alimentaires territoriaux") ; un projet de Master interdisciplinaire sur la sécurité alimentaire qui mobiliserait toutes les forces vives de l'Université dans le domaine des sciences et technologies comme dans celui des sciences sociales. Avec une forte connotation juridique, la formation s'adressera aux étudiants tant dans le cadre de la formation initiale que dans celui de la formation continue. Le titulaire de la chaire accompagnera le référent de la chaire dans la conception de ces formations dans lesquelles

il dispensera en outre des enseignements en mettant à profit ses compétences dans l'une ou l'autre des nombreuses branches du droit concernées par le droit de la sécurité alimentaire (droit rural et foncier, droit européen de la politique agricole commune, droit agro-alimentaire, etc.).

Moyens :

Moyens matériels : Le titulaire de la Chaire sera membre du Centre de documentation et de recherches européennes, ce qui lui permettra de disposer des installations et infrastructures du laboratoire ainsi que de son fonds documentaire (labellisé « CDE » par la Commission européenne).

Moyens humains : Outre le référent de la Chaire, toute l'équipe d'enseignants-chercheurs du laboratoire d'accueil est susceptible de participer aux activités menées par le titulaire de la chaire.

Moyens financiers : Financement ANR de 200.000 euros. Il portera au moins sur 120K€ de masse salariale pour des collaborateurs du lauréat de la chaire (doctorant, post-doc, contractuel IT), le solde servant au financement du projet (missions et déplacements, abonnements, etc.) et financement d'une allocation doctorale par le CNRS.

Autres informations :

- Le profil de recherche n'est pas figé compte tenu du caractère interdisciplinaire du projet et de ses liens avec de multiples branches du droit. Il pourra évoluer en fonction des candidatures reçues ainsi que des projets proposés par les candidat(e)s.
- Compétences particulières requises : capacité à travailler en équipe, mais aussi autonomie dans la conduite des projets de recherche.
- Il est attendu de la personne recrutée, si elle n'est pas titulaire de l'Habilitation à diriger des recherches (HDR), qu'elle la soutienne avant la fin du contrat.

Conditions à remplir par les candidats :

Les candidats doivent remplir l'une des conditions suivantes :

- Être titulaire du doctorat prévu à l'article L. 612 7 du code de l'éducation ;
- Être titulaire d'un doctorat d'Etat ou de troisième cycle ;
- Être titulaire d'un diplôme de docteur ingénieur ;
- Être titulaire d'un titre universitaire étranger jugé équivalent aux diplômes ci-dessus ; dans ce cas, une demande d'équivalence et une traduction sont obligatoire ;
- Justifier de titres ou travaux scientifiques jugés équivalents aux diplômes ci-dessus ; dans ce cas, les candidats ou les candidates doivent formuler une demande d'équivalence.

Dossiers de candidature, sélection et auditions :

Les candidatures seront déposées exclusivement en ligne sur le site web de Galaxie (module FIDIS), **le 19 mai 2022 au plus tard**, à l'adresse suivante :

https://www.galaxie.enseignementsup-recherche.gouv.fr/ensup/cand_recrutement_enseignants_chercheurs.htm

Un exemple de dossier de candidature peut être téléchargé sur le site de recrutement de l'université :

<https://organisation.univ-pau.fr/fr/recrutement/recrutement-des-personnels-enseignants/recrutement-chaire-de-professeur-junior-cpj.html>

L'évaluation sera réalisée par une commission composée d'expert(e)s internes et externes. La composition de la commission sera rendue publique avant ses travaux.

Seuls seront convoqués, les candidatures présélectionnées par la commission, à partir des dossiers pour :

- **Une audition** en présentiel ou visioconférence en fonction de la situation sanitaire. La durée de l'audition et son déroulement seront précisés dans la convocation. Lors de l'audition, le/la candidat(e) présentera d'abord son parcours universitaire, ses travaux de recherche et enseignements antérieurs. Il/elle présentera ensuite son projet de recherche et d'enseignement en lien avec la chaire de professeur junior.
- **Une mise en situation** : il sera demandé aux candidat(e)s sélectionnés de venir se présenter devant le laboratoire. A cette occasion, ils présenteront leur parcours antérieur, travaux de recherche et enseignements. Ils présenteront en outre leurs projets de recherche et d'enseignement en lien avec le poste à pourvoir. Ils échangeront avec différents interlocuteurs du laboratoire pour le volet recherche et avec les responsables pédagogiques pour le volet enseignement.

Critères d'évaluation

- Excellence du candidat ou de la candidate, motivation, capacité d'encadrement.
- Qualité, originalité des projets de recherche et d'enseignement.
- Capacité d'intégration du candidat dans l'équipe d'accueil.
- Intégration du projet au sein du laboratoire.
- Capacité à l'établissement de réseaux collaboratifs.
- Adéquation des moyens au projet proposé et capacité à mobiliser des moyens complémentaires.